

Écrit par le 4 avril 2025

## Cavaillon : B2P se diversifie dans la cybersécurité



**Crée en 2006, la société [B2P](#) a été une des premières à avoir développée et exploitée une bourse de fret en ligne pour les professionnels du transport. Après avoir élargi son offre à des services complémentaires, la société cavaillonnaise crée aujourd'hui un pôle de cybersécurité. Il s'agit d'apporter une réponse technique à la montée en puissance des cybermenaces dans le secteur du transport et de la logistique.**

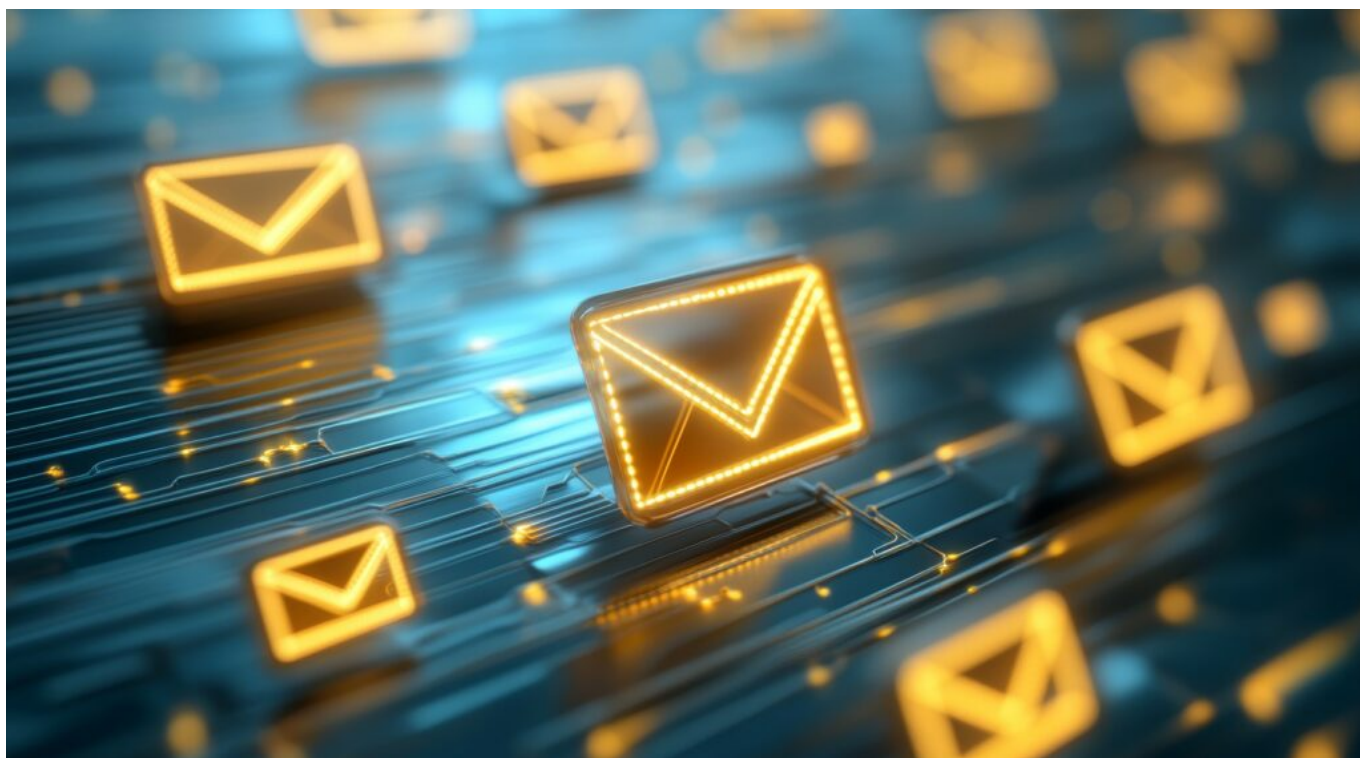
Le domaine du transport et de la logistique n'est pas lui aussi épargné par les cyberattaques. La digitalisation toujours plus importante de ce secteur lui fait courir des risques croissants. Jusqu'alors la

Ecrit par le 4 avril 2025

cybersécurité était intégrée de manière transversale à tous les projets, B2P a décidé de passer la vitesse supérieure en créant un service entièrement dédié au sein de l'entreprise. Cette orientation, qualifiée de majeure par ses dirigeants, est une étape nécessaire pour l'obtention de la certification [ISO 27001](#), norme internationale garantissant les meilleurs niveaux de sécurité en matière de traitement de l'information.

« La cybersécurité est notre affaire à tous. En créant ce pôle dédié, nous affirmons notre ambition d'être à la pointe de la sécurité numérique et d'offrir des solutions fiables et pérennes à nos clients », précise [Christophe Leininger](#), Directeur des systèmes d'information de B2P. Ce service a été confié à [Antoine Boyer](#), un jeune ingénieur spécialisé en cybersécurité.

## Utilisez une messagerie sécurisée pour contacter les Finances publiques



[La Direction générale des finances publiques \(DGFIP\)](#) vous invite à utiliser sa messagerie

Ecrit par le 4 avril 2025

## **sécurisée lorsque vous souhaitez rentrer en contact avec elle.**

« La messagerie sécurisée est le service en ligne le plus simple qui vous permet de contacter directement le service compétent de l'administration fiscale, explique le DGFIP. Accessible 24 heures sur 24,7 jours sur 7, sur [le site impots.gouv.fr](https://www.impots.gouv.fr) la messagerie sécurisée vous permet de réaliser, depuis votre espace professionnel, en toute confidentialité, les démarches suivantes :

- **dépôt d'une demande** (poser une question générale ou transmettre une information utile à la gestion de votre dossier, déposer une réclamation, signaler une difficulté...),
- **réception d'un accusé de réception** après le dépôt d'une demande,
- **suivi de l'avancement** de vos demandes,
- **consultation de l'historique** de vos demandes,
- **alerte pour tout nouveau message** disponible directement à l'adresse électronique que vous avez renseignée lors de l'habilitation à ce service. »

## **Des réponses sécurisées et archivées**

« Les réponses qui vous sont apportées par l'administration sont 'historisées' et sécurisées, poursuit la Direction générale des finances publiques. Elles lui sont opposables. Ce système garantit votre sécurité juridique. A noter : pour simplifier au quotidien vos contacts avec l'administration fiscale, une arborescence intuitive vous guide dans la rédaction de vos demandes. Pour utiliser ce service, consultez dès-à-présent la [fiche FOCUS SL2 « Demander une adhésion aux services en ligne \(mode expert\) »](#) sur le site [impots.gouv.fr](https://www.impots.gouv.fr). »

Ecrit par le 4 avril 2025



 Votre espace professionnel

Services en ligne des  
**professionnels**  
**FOCUS**  
SUR  
**Les téléprocédures**  
**Demander une adhésion aux**  
**services en ligne (mode expert)**

Dernière mise à jour  
**11/10/2024**

Ecrit par le 4 avril 2025

Les usagers souhaitant bénéficier des services de l'administration fiscale sur internet doivent posséder au préalable un espace professionnel. Pour plus de renseignements sur la création d'espace, vous pouvez consulter la fiche FOCUS ci-dessus (cliquer sur le visuel). Il n'est pas nécessaire de créer un espace professionnel par entreprise : un même espace regroupe l'ensemble des habilitations détenues par un usager pour une ou plusieurs entreprises gérées. Il est cependant conseillé de limiter le nombre de dossiers gérés dans un même espace à un maximum de 100 : au-delà, des ralentissements importants, voire des blocages, pourraient être rencontrés en périodes d'affluence.

L.G.

---

## Piratages des collectivités : à qui le tour ?



Ecrit par le 4 avril 2025



**Le groupe Veolia et l'AMV (Association des maires de Vaucluse) ont organisé une table-ronde sur le thème : 'Cybersécurité et eau : collectivités, services publics, entreprises... Tous concernés'. Cette matinale, qui s'est tenue à l'Isle-sur-la-Sorgue, a été notamment l'occasion de rappeler les enjeux majeurs liés à la cybersécurité et de donner les clés pour pouvoir faire face à cette menace qui cible de plus en plus des collectivités de plus en plus en première ligne.**

« Toutes les organisations, quelles que soient leurs tailles et leurs domaines d'activité sont potentiellement concernées par les menaces de cyberattaques, expliquait [Olivier Campos](#), directeur Veolia eau Provence-Alpes en préambule de cette 4<sup>e</sup> matinale climat organisé dans la Région Sud. Il est désormais essentiel pour les entreprises et les collectivités, dans le domaine de l'eau notamment, de prendre la pleine mesure cyber et se protéger. Ces rendez-vous, à destination des acteurs de premières lignes ont pour objectifs de favoriser les échanges, les interrogations, les retours d'expériences entre les

Ecrit par le 4 avril 2025

différents experts qui interviennent sur le sujet mais également avec les élus et les représentants des collectivités présents. »

« Les cyberattaquants s'en prennent à ceux qui sont le moins bien protégés. »

[Célia Nowak](#), déléguée régionale Paca de l'[ANSSI](#)

### **Données compromises pour 1 français sur 2**

Après un mot d'accueil de [Pierre Gonzalvez](#), maire de l'Isle-sur-la-Sorgue et président de l'AMV, sur la nécessité pour les collectivités de se prémunir contre les cyberattaques et leurs conséquences, les six intervenants ont dressé un état des lieux complet de la menace.

A une période où selon [la CNIL](#) (Commission nationale de l'informatique et des libertés) 1 français sur 2 a vu ses données personnelles compromises à la suite d'attaque et où plus de 2 500 actions de suspension de sites illicites utilisés pour de vastes campagnes d'hameçonnage ont été réalisées contre le cybersquattage de noms de domaines des collectivités, [Célia Nowak](#), déléguée régionale Paca à la sécurité numérique pour l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information ([ANSSI](#)) a rappelé la réglementation actuelle ainsi que les techniques des cyberpirates. Des méthodes que l'on pourrait assimiler à « une logique de la pêche au chalut » afin de ratisser le plus large possible pour s'attaquer aux plus 'faibles', c'est-à-dire ceux qui sont le moins bien protégés. Avec un souci de rentabilité, en jouant sur la masse des attaques, qui a pour conséquence qu'il n'est nul besoin d'être une cible directe pour en être la victime.

« On n'est jamais assez préparé »,

[Jérôme Poggi](#), Responsable de la sécurité des systèmes d'information à la ville de Marseille

### [Le coût de la cybercriminalité explose en France](#)

### **Epée de Damoclès 2.0 ?**

Un risque permanent, sorte de d'épée de Damoclès 2.0, que confirme le commandant [Nidhal Ben Aloui](#), conseiller cyber du commandant de région de gendarmerie Paca, chef de la section cyber et anticipation cyber de la division régionale des réserves : « Au niveau financier le ransomware est le plus rentable. La France a versé 888 M€ de rançon en 2022. »

Dans tous les cas, le commandant de gendarmerie assure qu'il est impératif de prévenir les autorités, que ce soit pour mieux se défendre ou tenter d'identifier les attaquants pour les mettre hors d'état de nuire

Ecrit par le 4 avril 2025

ou limiter les effets. « Il est très important de réagir vite », explique le militaire.

« Il faut pouvoir continuer à fonctionner en mode dégradé. »

[Franck Galland](#), directeur général d'Environmental Emergency & Security Services

Une rapidité de réaction que confirme [Jérôme Poggi](#), RSSI (responsable de la sécurité des systèmes d'information) à la ville de Marseille dont les services ont été victime d'une cyberattaque le 14 mars 2020 à 7h31.

Après avoir témoigné de la difficulté de se remettre de telles attaques, plusieurs mois, il a insisté sur les conséquences parfois inattendues qu'elles pouvaient avoir sur la bonne marche de la collectivité (gestion des cimetières, Etat-civil, impact humain, sentiment de remise en cause...). « On n'est jamais assez préparé », prévient-il.

« Il faut effectivement prendre en compte le temps long d'une telle crise et donc anticiper pour pouvoir continuer à fonctionner en mode dégradé », estime pour sa part [Franck Galland](#), directeur général d'Environmental Emergency & Security Services et président-fondateur d'Aqua Sûreté, expert en sécurité des infrastructures hydrauliques.

C'est avec cette volonté d'anticipation, qu'en vue des JO de Paris, cet expert de la sûreté dans le domaine de l'eau a participé à un exercice de crise d'une attaque cyber dans une station d'épuration Veolia en Île-de-France.

« Nous proposons des mesures techniques de protection en faisant très attention aux accès à distance demandés par les clients. »

[Meriem Riadi](#), directrice des systèmes d'information Veolia Eau France

### Sécuriser l'approvisionnement en eau

Chez Veolia, cette prévention de la menace passe notamment par un accompagnement des collectivités partenaires.

« Tout d'abord, nous mettons en place une forte sensibilisation aux aspects humains, insiste [Meriem Riadi](#), directrice des systèmes d'information Veolia Eau France. Ensuite nous proposons des mesures techniques de protection en faisant très attention aux accès à distance demandés par les clients, car ouvrir des portes et créer des interconnexions a des conséquences. On protège aussi les systèmes informatiques dans l'usine via des antivirus. Il faut aussi détecter les incidents qui peuvent arriver et enfin, se préparer opérationnellement en ayant des sauvegardes, être capable de les restaurer, mener des exercices de crise... »

« Cette connectivité expose ces systèmes à des cyberattaques potentielles. »



Ecrit par le 4 avril 2025

[Olivier Campos](#), directeur Veolia eau Provence-Alpes

« Les services d'eau et d'assainissement étant vitaux pour notre société, ils sont également vulnérables aux menaces cybernétiques, ce qui rend la cybersécurité d'une importance capitale pour Veolia, rappelle [Olivier Campos](#), le directeur Provence-Alpes. Les systèmes de contrôle industriel utilisés pour gérer les infrastructures d'eau et d'assainissement sont de plus en plus connectés à internet pour des raisons d'efficacité et de commodité. Cependant, cette connectivité expose ces systèmes à des cyberattaques potentielles. Une attaque réussie pourrait perturber l'approvisionnement en eau ou l'assainissement, avec des conséquences potentiellement désastreuses pour la santé publique et l'environnement. Le sujet est également sensible car Veolia gère une grande quantité de données sensibles sur ses clients. »

« Il ne viendrait jamais à l'idée pour un élu d'ouvrir un établissement qui n'est pas aux normes sans contrôle préalable. »

[Léo Gonzales](#), PDG de Devensys cybersécurité

### **Quelles sont les solutions et que faire en cas d'attaque ?**

« Il faut responsabiliser et sensibiliser les dirigeants ou les élus aux risques cyber pour qu'ils prennent leurs responsabilités, mettent les moyens humains, techniques et financiers en face du risque, précise [Léo Gonzales](#), PDG de [Devensys cybersécurité](#) à Montpellier. C'est exactement ce qu'il se passe pour le risque juridique, ou encore avec le risque sûreté (normes ERP pour les bâtiments, sécurité incendie, etc.) Il ne viendrait jamais à l'idée pour un dirigeant ou élu d'ouvrir un établissement qui n'est pas aux normes sans contrôle préalable (consuel, pompiers, etc.). Idem avec le contrôle technique et l'entretien des voitures, ou les équipements de sécurité préventive (airbag, radar avec freinage auto, etc.). Pourtant, c'est comme la cyber... on investit pour 'rien' au départ. Mais ne pas prévoir à la conception les buses d'extinction incendie dans un hôtel, ou les portes coupe-feu, cela coûterait extrêmement cher de le rajouter après. »

Des diagnostics gratuits existent rappellent [Célia Nowak](#) pour l'ANSSI ainsi que le commandant [Nidhal Ben Aloui](#) pour la gendarmerie.

Ecrit par le 4 avril 2025



Les intervenants (de gauche à droite) : [Meriem Riadi](#), directrice des systèmes d'information Veolia Eau France, [Jérôme Poggi](#), responsable de la sécurité des systèmes d'information à la ville de Marseille, [Léo Gonzales](#), PDG de Devensys cybersécurité, [Franck Galland](#), directeur général d'Environmental Emergency & Security Services et président-fondateur d'Aqua Sûreté, commandant [Nidhal Ben Aloui](#), conseiller cyber du commandant de région de gendarmerie Paca, [Célia Nowak](#), déléguée régionale Paca de l'ANSSI, [Pierre Gonzalvez](#), maire de l'Isle-sur-la-Sorgue et président de l'AMV, ainsi que [Olivier Campos](#), directeur Veolia eau Provence-Alpes.

« Nous disposons de guides et d'outils mis à disposition des collectivités dans les domaines de la prévention, de la détection et de la réaction », complète la déléguée régionale de l'ANSSI qui peut s'appuyer sur [le CSIRT \(Computer security incident response team\)](#) de Paca qui traitent les demandes d'assistance des acteurs de taille intermédiaire (PME, ETI, collectivités territoriales et associations). Même offre complémentaire pour les gendarmes : « nous proposons des supports d'informations lors des situations de crise ainsi que les listes de contacts en cas d'urgence. Nous avons aussi formé des référents dans les brigades de la Région Sud afin d'apporter des réponses adaptées en fonction des profils des personnes qui nous sollicitent. »

« La question n'est pas de savoir si vous subirez une cyberattaque, mais quand ? »

### **S'adapter en permanence aux nouveaux défis**

S'il est nécessaire de dresser un diagnostic de sa vulnérabilité face aux cyberattaques ainsi que de savoir comment réagir « une poignée d'actions 'défensives' constituent déjà la clef pour limiter drastiquement les risques (sauvegardes, cloisonnement, antivirus), résume Léo Gonzales de Devensys cybersécurité. Les

Ecrit par le 4 avril 2025

attaquants innovent en permanence et il faut s'adapter en face. Il y a forcément une certaine latence dans la réponse, et un coût financier et humain. L'objectif étant de rendre l'attaque plus complexe, plus longue, plus chère. »

De faire en quelques sorte, que le cyberpirate passe son chemin pour, qu'à l'image d'un cambrioleur qui évite une maison avec un chien ou une alarme, il s'oriente vers un 'voisin' moins protégé.

« On doit aussi penser à des systèmes de détection, pour le cas où cela devient trop tard, afin que les 'voleurs' sachent que la 'police' arrive très rapidement, et qu'ils n'aient pas le temps de faire trop de dégâts », poursuit Leo Gonzales.

« Il ne faut pas rester seul. »

Commandant [Nidhal Ben Aloui](#), conseiller cyber du commandant de région de gendarmerie Paca,

Au final, l'ensemble des intervenants s'accordent sur un point : « La question n'est pas de savoir si vous subirez une cyberattaque, mais quand ? »

C'est pour cela qu'à l'image de la Ville de Marseille et de son responsable de la sécurité des systèmes d'information, la collectivité phocéenne est sur le qui-vive. : « Nous pratiquons des exercices en permanence, confie Jérôme Poggi. On teste les sauvegardes, on teste les procédures, on teste la réactivité des équipes, on teste encore et encore pour faire face à toutes les éventualités. »

Cependant, si les solutions peuvent apparaître uniquement techniques, il ne faut pas négliger l'impact humain. « Il ne faut pas rester seul. Il faut savoir s'entourer, insiste le commandant Nidhal Ben Aloui. Surtout si parfois à tort, on pense être bien préparé à une attaque. »

Et le gendarme, comme plusieurs intervenants, d'évoquer les conséquences humaines (dépression, burnout et même suicide) de certaines de ces attaques pour les dirigeants, élus ou chefs de service qui s'en sentent responsables.

[Réglementations sur la protection des données & cybersécurité](#)

---

## Réglementations sur la protection des

Ecrit par le 4 avril 2025

# données & cybersécurité



**La sécurité des données personnelles est, au-delà d'une obligation légale, un enjeu majeur pour tous les organismes publics et privés, ainsi que pour tous les individus. 80 % des notifications de violations reçues par la CNIL concernent une perte de confidentialité, c'est-à-dire une intrusion par un tiers qui peut prendre connaissance des données, voire les copier. Retrouvez les dernières infos publiée par la Direction de l'information légale et administrative (DILA).**

## **Développement des systèmes d'intelligence artificielle (IA) : les recommandations de la CNIL**

En mai 2023, la CNIL avait publié un « plan IA » de sécurisation des acteurs et avait annoncé un travail sur l'encadrement juridique des pratiques. Le 8 avril 2024, la CNIL propose une série de sept recommandations pour accompagner les acteurs dans leurs démarches de conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD). [En savoir plus](#)

## **Élections européennes 2024 : comment protéger les données des électeurs ?**

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) réactive son dispositif de contrôle des opérations de campagne électorale, cette fois-ci à l'occasion des élections européennes du 9 juin 2024. L'Observatoire des élections permet notamment d'assurer le suivi des signalements des mauvaises pratiques. [A lire](#)

## **Protection des données personnelles : les plaintes enregistrées par la CNIL en hausse en 2023**



Ecrit par le 4 avril 2025

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a enregistré un nombre record de plaintes en 2023 (16 433) soit le double par rapport à avant 2018 (8 360 plaintes en 2017). Par ailleurs, les sites web de la CNIL ont cumulé environ 11,8 millions de visites (800 000 visites de plus qu'en 2022). [A découvrir ici](#)

### **RGPD : bilan européen sur le rôle des délégués à la protection des données personnelles**

Un rapport du Comité européen de la protection des données identifie les obstacles auxquels sont confrontés les délégués à la protection des données. Or, ces délégués ont un rôle important dans la mise en conformité au règlement général sur la protection des données (RGPD). [Lire l'article](#)

### **Cybermenaces : quels sont les risques pour la sécurité informatique en France ?**

Dans son panorama 2023, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) fait état d'une menace informatique qui « continue d'augmenter » dans un contexte de tensions géopolitiques et d'évènements internationaux organisés sur le sol français. [Lire l'article](#)

### **Surveillance des salariés : une amende de 32 millions euros pour Amazon**

Dans les entrepôts français d'Amazon, l'activité et les pauses de chaque salarié sont enregistrées et minutées. Selon la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ce système de surveillance de l'activité et des performances des salariés s'avère « excessivement intrusif ». [Consulter](#)

### **Rapport d'activité 2023 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés**

L'année 2023 a été marquée par une nette augmentation des sollicitations du grand public, avec 16 433 plaintes traitées par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (+ 35 % par rapport à 2022). La CNIL a également été destinataire de 20 810 demandes d'exercice des droits indirect via l'ouverture d'un téléservice dédié (+ 217 % en un an). [Lire le rapport](#)

### **La protection des données personnelles à l'ère de l'internet**

Quels ont été les principaux changements apportés à la loi « Informatique et libertés » depuis 1978 ? De quelle manière le Règlement général sur la protection des données a-t-il renforcé les pouvoirs de la CNIL ? Quels sont aujourd'hui les nouveaux risques concernant la protection de la vie privée ? [A écouter](#)

### **« Informatique et libertés » : une loi en avance sur son temps !**

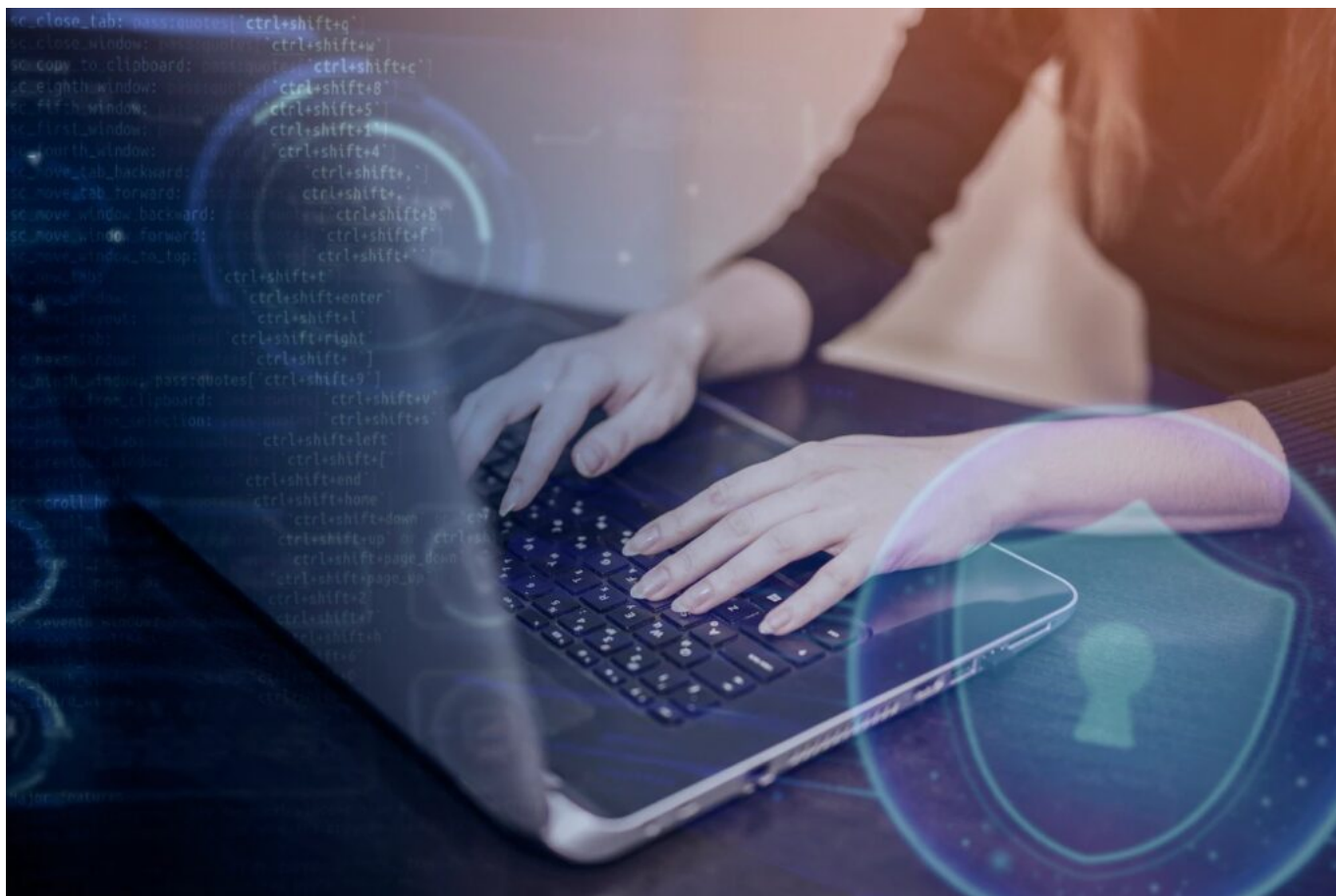
Quels sont dans les années 1970 les principaux problèmes posés par l'avènement de l'informatique concernant la protection des données et des libertés ? Qu'est-ce que le projet SAFARI ? Pourquoi la commission informatique et libertés a-t-elle été créée ? Quelle est la mission de la CNIL ? [A écouter](#)

L.G.



Ecrit par le 4 avril 2025

# La CPME 84 organise un petit-déjeuner sur la cybersécurité



**La CPME 84 s'engage pour prévenir les cyberattaques au sein des entreprises. L'entité vauclusienne se joint au comité local des banques du Vaucluse pour organiser le mardi 26 mars de 8h30 à 10h30 un petit-déjeuner thématique sur la cybersécurité à l'[Ecomin d'Avignon](#).**

Selon le rapport du [Baromètre Euler Hermès](#) publié en 2021, 2/3 des entreprises ont déjà subi au moins une tentative de fraude. Un constat inquiétant qui vient confirmer une tendance de plus en plus menaçante, les cyberattaques ne cessent de se multiplier et touchent les entreprises de tous les horizons, de petites ou moyennes tailles.

Pour y faire face et les prévenir, la CPME 84 organise en collaboration avec le comité local des banques du Vaucluse un petit-déjeuner autour du sujet des cyberattaques et de la lutte contre la fraude en

Écrit par le 4 avril 2025

entreprise.

L'évènement, qui se déroulera ce mardi 26 mars de 8h30 à 10h30 à l'Ecomin d'Avignon, sera animé par [Franck Chemin](#), responsable du service cybersécurité du [Crédit Agricole Alpes-Provence](#), et Frédéric Soufflet, responsable flux du [Banque Populaire Méditerranée](#). Les deux hommes pourront apporter leur expertise et leurs solutions pour se protéger face à ces atteintes financières. Cette matinée accueillera également un représentant régional de la Police Judiciaire.

### 51 types de cyberattaques

Avec la démocratisation du digital et du numérique qui prend chaque jour de plus en plus d'ampleur au sein des entreprises et la pratique du télétravail qui est devenue une tendance quasi systémique, les escroqueries financières sont désormais légion. En 2022, les préjudices recensés sur la fraude au président s'élevaient à 313 millions d'euros, soit trois fois plus qu'il y a 5 ans.

Cybersurveillance.gouv.fr compte 51 types de modes opératoires qui reviennent constamment. Parmi les fraudes les plus citées par les entreprises et PME, on compte la fraude au R.I.B qui représentent 45% des cyberattaques et arnaques, la fraude au président (41%), l'intrusion dans le système informatique (41%), les usurpations d'identité (banque, avocat, assurance) à hauteur de 30% et enfin la fraude aux faux conseillers bancaires.

**Infos pratiques : Petit-déjeuner « Cybersécurité et lutte contre la fraude en entreprise ». Ecomin d'Avignon. 135 avenue Pierre Semard, 84000 Avignon. Mardi 26 mars 2024 de 8h30 à 10h30. Inscription par mail à cette adresse : [contact@cpme84.org](mailto:contact@cpme84.org)**

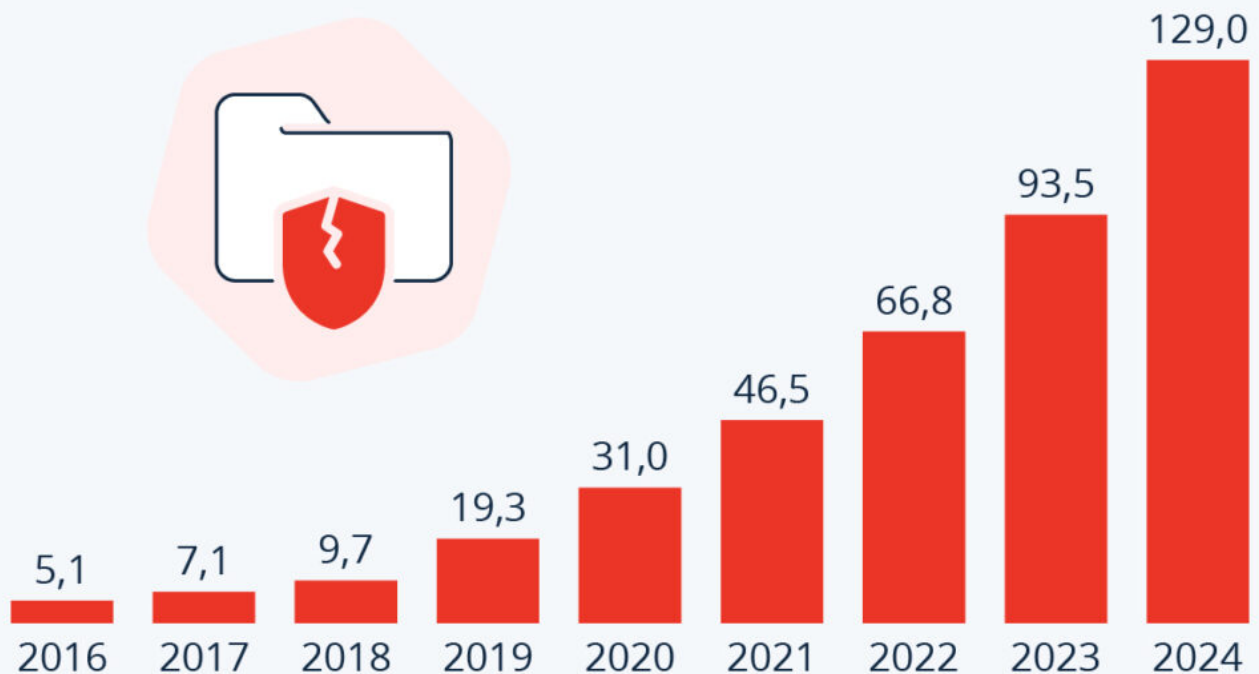
---

## Le coût de la cybercriminalité explose en France

Ecrit par le 4 avril 2025

# Le coût des cyberattaques explose en France

Estimation du coût annuel de la cybercriminalité en France, en milliards de dollars américains



Source : Statista Technology Market Insights



**statista**

Le coût annuel de la cybercriminalité en France est aujourd'hui évalué à plus de 100 milliards d'euros. Selon les dernières estimations issues des [Technology Market Insights](https://www.statista.com/technology-market-insights) de Statista, le coût total des cyberattaques et autres actes malveillants en ligne devrait atteindre 129 milliards de dollars américains dans le pays en 2024 (soit environ 119 milliards d'euros), contre près de 94 milliards de dollars l'an passé.

Ecrit par le 4 avril 2025

Comme le retrace notre infographie, le coût de la [cybercriminalité en France](#) a littéralement explosé ces huit dernières années. En 2016, ce chiffre n'était évalué qu'à 5,1 milliards de dollars, avant de connaître une hausse moyenne de plus de 30 % chaque année. Cette tendance va de pair avec la [multiplication](#), la diversification et le perfectionnement des cyberattaques au cours de la période étudiée.

D'après l'édition 2024 du [baromètre du CESIN](#), près d'une entreprise française sur deux a été victime d'une [cyberattaque](#) avec un impact significatif l'an dernier. En outre, le [cyberespionnage](#) représenterait un risque élevé pour deux entreprises sur cinq (toutes industries confondues). Les auteurs du rapport soulignent notamment « la complexité croissante du paysage de la cybersécurité, avec des attaquants qui ajustent leurs tactiques ».

De Tristan Gaudiaut pour Statista

---

## CCI de Vaucluse : conférence sur la cybersécurité



Écrit par le 4 avril 2025



À l'occasion de la Semaine de l'industrie, qui a lieu du 27 novembre au 3 décembre, la [Chambre de commerce et d'industrie \(CCI\) de Vaucluse](#) organise une conférence participative sur la cybersécurité sur son campus ce vendredi 1<sup>er</sup> décembre, 'Venez découvrir comment un hacker décide de vous cibler'.

Animée par les étudiants en master cybersécurité de la CCI de Vaucluse, médaillés d'argent aux Worldskills France, la conférence accueillera le témoignage de l'entreprise carpentrassienne [Thucy](#), spécialisée dans la sécurité informatique.

La cybersécurité est essentielle, que ce soit pour les grandes entreprises ou pour les très petites entreprises, qui s'exposent à des personnes mal intentionnées, qu'elles disposent de secrets industriels ou non. La conférence mettra en avant les risques auxquels les entreprises peuvent être confrontées, pourquoi elles doivent s'en protéger, et surtout comment.

**Inscription via [le formulaire en ligne](#).**

**Vendredi 1<sup>er</sup> décembre. De 8h30 à 11h. Amphithéâtre du Campus de la CCI de Vaucluse. Allée des Fenaisons. Avignon.**

V.A.



## 5 conseils pour voyager en toute sécurité cet été



**Les vacances d'été font de vous la proie idéale des hackers. Évitez cette fâcheuse situation grâce à ces 5 conseils de cybersécurité.**

Les voyages d'été approchent et vous planifiez vos vacances bien méritées ? De simples actions telles que l'utilisation du Wi-Fi public dans les aéroports, les hôtels ou les lieux touristiques peuvent rendre vos appareils vulnérables au piratage et compromettre votre cyber-identité. Pour vous aider à protéger votre identité, vos données financières, vos documents sensibles et vos mots de passe, voici 5 bonnes pratiques en matière de cybersécurité à adopter cet été.

### **1. Limitez les messages sur les réseaux sociaux qui mentionnent votre destination**

Les posts sur les réseaux sociaux sont devenus l'activité préférée des voyageurs. Cependant, il peut être dangereux de publier des messages pendant que vous voyagez et de divulguer votre position exacte alors que vous êtes encore sur place. Une fois que votre position est exposée publiquement, n'importe quel

Ecrit par le 4 avril 2025

acteur malveillant peut vous prendre pour cible. Bien que cela puisse sembler improbable en tant que touriste, les locaux qui connaissent mieux votre environnement auront plus de facilité à vous localiser que vous ne le pensez. Si vous êtes toujours tenté de publier, attendez d'avoir déménagé dans une nouvelle destination ou mieux encore, le moment où vous serez rentré chez vous.

## 2. Évitez les réseaux Wi-Fi publics

Bien qu'il puisse être difficile de trouver un réseau Wi-Fi fiable lors d'un voyage, il vaut mieux être en sécurité que dangereusement connecté aux réseaux Wi-Fi publics. Les attaquants peuvent utiliser ce que l'on appelle une attaque de type « man-in-the-middle » (MITM) lorsque votre appareil est connecté à un réseau Wi-Fi public, ce qui permet aux hackers d'accéder à votre navigateur ou à votre application et de récupérer vos données stockées. En règle générale, les réseaux Wi-Fi publics doivent toujours être évités.

## 3. Envisagez d'utiliser un VPN

Lorsque vous voyagez, l'utilisation d'un réseau privé virtuel (VPN) vous permet de rester protégé lorsque vous vous connectez depuis n'importe quel endroit. Non seulement un VPN vous permet d'éviter la limite de bande passante, mais il protège également votre identité en ligne et sécurise votre connexion depuis n'importe quel endroit, même si vous vous trouvez sur un tout autre continent.

## 4. Téléchargez les documents importants pour les sauvegarder

Voyager vers des destinations et des attractions touristiques nouvelles et inconnues peut être chaotique, ce qui augmente le risque de vol ou d'égarement d'effets personnels importants (passeports, visas, dossiers médicaux, etc.). En téléchargeant des copies de ces documents importants contenant des informations très sensibles vers un gestionnaire de mots de passe sécurisé, vous disposerez de copies numériques de sauvegarde en cas de perte ou de vol.

## 5. Partagez en toute sécurité des informations d'urgence avec une source de confiance

Pendant vos vacances, renforcez votre sécurité en partageant des informations importantes avec des membres de votre famille ou des amis de confiance, afin qu'ils puissent y accéder en cas d'urgence. Utilisez un service chiffré pour partager en toute sécurité des informations d'assurance ou des documents d'identité, comme votre passeport, pour une durée limitée. Ainsi, en cas d'urgence médicale ou autre, il pourra vous aider sans que des informations sensibles soient exposées par mail, SMS ou messagerie, même à l'autre bout du monde.

Arnaud De Backer, Channel Sales Manager EMEA, Chez Keeper Security.

---

# Stoïk s'étend dans le Sud-Est et nomme

Ecrit par le 4 avril 2025

## Alban Dupin responsable du développement courtage



[Stoïk](#), l'assurance qui couvre et protège des cyberattaques vient de nommer [Alban Dupin](#) en tant que responsable du développement courtage pour couvrir le Sud-Est de la France et le littoral méditerranéen. Après plusieurs années dans le milieu de l'assurance au sein de l'entreprise Allianz France puis chez GAN Assurances, Alban Dupin aura pour mission d'animer un réseau de courtier local et de les accompagner dans la distribution du produit d'assurance cyber de Stoïk.

“Après avoir découvert l'assurance grand public et le marché des professionnels, je suis très heureux de rejoindre les équipes de Stoïk et de me spécialiser dans le produit d'assurance cyber dans un contexte où le marché gagne fortement en maturité.”

*Alban Dupin*

En France, seulement 10% des ETI sont assurées contre 94% pour les grandes entreprises. Et le chiffre

Ecrit par le 4 avril 2025

est encore plus bas pour les moyennes entreprises et les petites et micro-entreprises. Mais une cyberattaque peut concerner n'importe quelle entreprise, peu importe sa taille. C'est dans ce cadre que Stoik, première assurance spécialisée sur le risque cyber en Europe, poursuit son expansion en région.

V.A.